

L'IRAN, AU CŒUR DE LA TEMPÊTE !

Farid Vahid

12/05/2025

Dans le contexte post 7-Octobre qui a rebattu les cartes dans la région, Farid Vahid, codirecteur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, décrypte la situation économique, politique et sociale en Iran : une donne économique très critique, un régime plus que contesté et une sécularisation de la société affirmée. C'est dans ce contexte qu'il analyse également la reprise des négociations entre Téhéran et Washington.

L'Iran, un pays souvent « en crise », au point que ce mot en est devenu même banal dans le langage politique du pays et le concept flou, tant la sortie de crise n'est plus envisageable pour une large partie de la société, et même pour les élites iraniennes quasi préservées jusqu'ici. Les Iraniens ont commencé une nouvelle année qui, même avec les standards auxquels ils sont habitués, promet d'être particulièrement difficile et pénible, tant les défis et les enjeux auxquels le pays est confronté sont importants. L'économie iranienne est en ruine, rendant impossible pour la jeunesse de se projeter dans un avenir qui ne serait autre que le départ du pays pour de nouveaux horizons. Les inégalités atteignent des sommets. Alors que les oligarques corrompus proches du régime s'enrichissent en exploitant les ressources du pays, la classe moyenne iranienne est en voie de disparition et la pauvreté s'étend. La crise écologique et énergétique pousse les autorités à fermer de plus en plus souvent les écoles et les différentes administrations au cours de l'année. La crise de l'eau et la mauvaise gestion de ce fléau ont même réveillé les vieilles querelles entre les provinces les plus touchées par la sécheresse. Ajoutons à tout cela la crise politique. Le fossé qui sépare la population de ses dirigeants est de plus en plus frappant depuis le mouvement « Femme, vie, liberté ». Cette impasse politique est sans doute la crise la plus importante du pays, en grande partie parce qu'elle constitue la raison et la racine de toutes les autres crises.

Si la situation intérieure est explosive, il en est de même sur le plan extérieur. Les attaques terroristes du 7-Octobre ont été le début de la fin de ce que le régime iranien appelle « l'axe de la résistance ». En deux ans, le Hamas ne constitue plus un danger vital pour Israël, le Hezbollah est profondément affaibli, la Syrie est dans les mains des adversaires de Téhéran et les Houthis ont subi des pertes importantes. S'il est vrai que la République islamique d'Iran a toujours une influence non négligeable dans la région, son réseau de paramilitaires et de miliciens n'est plus une force de dissuasion crédible et suffisante contre la puissance israélienne ou américaine. C'est ainsi dans ce

contexte de crise intérieure et extérieure qu'il faut comprendre la reprise des négociations entre Téhéran et Washington, alors qu'il y a encore quelques mois, les autorités du régime iranien promettaient toujours de venger le « martyr » du général Soleimani¹ !

Comment, malgré toutes ces crises, la République islamique d'Iran tient-elle toujours debout ? Où en est la lutte des Iraniennes et des Iraniens pour la liberté ? En dépit des crises existentielles auxquelles l'Iran est confronté, existe-t-il encore des raisons d'espérer un avenir différent pour ce pays ?

La société iranienne, épuisée mais pas désespérée

Plus de deux ans après l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs pour un voile « mal porté », une partie croissante des femmes iraniennes ne porte plus de voile dans l'espace public, et ceci malgré les risques bien réels qu'elles encourent. Le voile n'est pourtant que la partie immergée (pour l'observateur extérieur) de l'iceberg. La société iranienne a connu durant ces dernières années des changements profonds et irréversibles, notamment sur son rapport à la religion et aux valeurs traditionnelles. Même si la spiritualité et la pensée religieuse sont toujours bien présentes dans la vie quotidienne des Iraniens, la pratique religieuse est en revanche en chute libre, et ce phénomène ne se limite pas aux quartiers aisés des grandes villes. Partout dans le pays, les mosquées se vident et les cérémonies religieuses attirent de moins en moins de monde. Alors que cette année la fête de Norouz (nouvel an iranien) coïncidait avec le mois de Ramadan, il aurait suffi de voir l'ambiance dans les rues des villes iraniennes durant les festivités pour se rendre compte de la sécularisation du pays. Si, pendant des années, la ville de Mashhad et le mausolée de l'Imam Reza ont été la première destination de voyage des Iraniens, c'est Persépolis et son souvenir d'une gloire antique, ainsi que les tombeaux des grands poètes, qui ont accueilli cette année selon les chiffres officiels de l'organisation du patrimoine culturel le plus de visiteurs. La République islamique a paradoxalement réussi à faire ce que beaucoup d'intellectuels iraniens du XX^e siècle rêvaient de réaliser : la désislamisation de l'Iran. Il faut faire attention cependant à ne pas tomber dans la caricature. Sur les plus de 80 millions d'Iraniens, beaucoup sont toujours attachés à leur identité chiite. Mais la baisse de la pratique religieuse est un fait durable et indéniable et, surtout, une majorité écrasante de la population iranienne considère qu'il est nécessaire pour remettre le pays sur une bonne voie de séparer la religion du fait politique. Nous touchons ici à l'ADN même de la République islamique qui se prétend un régime « républicain », mais qui se veut avant tout un régime conforme aux règles de la « gouvernance islamique ».

Sur cette question de la séparation du politique et du religieux, le mouvement « Femme, vie, liberté » a été un moment de rupture. Beaucoup d'observateurs seraient tentés de croire que le

mouvement a été un échec, car le régime n'a pas succombé face aux protestations. Il est important concernant l'analyse des événements en Iran de ne pas se limiter aux manifestations et à la répression violente qui s'ensuit. La lutte des Iraniennes et des Iraniens pour la liberté et la démocratie passe aussi par des actions et des gestes du quotidien. Le refus d'un nombre croissant de femmes de se voiler est un phénomène particulièrement important. Le contrôle du corps des femmes dans l'espace public a toujours été l'élément le plus important de l'identité islamique du régime. En refusant de porter un voile, ou de se couvrir le corps comme la loi l'exige, les femmes iraniennes mettent en question l'essence même de la gouvernance islamique théorisée par le fondateur de la République islamique. Malgré plus de quatre décennies de propagande islamique à la radio et à la télévision, malgré le fait que toute la jeunesse iranienne ait reçu une éducation religieuse stricte et obligatoire à l'école et à l'université, ce dès le plus jeune âge, et sans doute même à cause de tout cela, la société iranienne est aujourd'hui, ironiquement, l'une des plus séculaires et libérales de la région.

Cette sécularisation de la société est un mouvement de fond qui a commencé bien avant le mouvement « Femme, vie, liberté », mais la fureur qui a suivi l'assassinat de Mahsa Amini a donné la force et le courage à beaucoup de femmes mais aussi d'hommes de défier publiquement le régime. De plus en plus de célébrités, d'intellectuels ou, tout simplement, d'anonymes n'hésitent plus à prendre frontalement position contre le régime, notamment à travers les réseaux sociaux.

Alors que le Parlement iranien, à majorité ultra-conservatrice, avait voté le projet de loi « chasteté et hijab » en novembre 2024, visant à reprendre la main sur la question du voile, le Conseil suprême de sécurité nationale a suspendu la promulgation de la loi. Non pas que les membres de ce Conseil soient devenus soudainement progressistes, mais pour la simple raison que l'appareil sécuritaire du régime est sans doute le mieux placé pour comprendre à quel point le régime a perdu la main sur cette question. Récemment, l'ayatollah Movahedi-Kermani, président de l'Assemblée des experts², a même suggéré d'adopter des lois offrant des « récompenses », comme des exonérations fiscales, aux femmes portant le voile ! Parallèlement, de nombreuses personnes à Téhéran, Ispahan et dans d'autres villes ont reçu ces dernières semaines des messages sur leur téléphone les menaçant de sanctions pour non-port du voile. Fait notable : ni le gouvernement ni aucune instance officielle du régime ne reconnaît être à l'origine de ces envois. L'un des événements les plus révélateurs concernant la question du voile a eu lieu à Téhéran lors des derniers jours du mois de mars 2025 : un groupe de militants ultra-conservateurs campait depuis cinquante jours devant le Parlement pour exiger l'adoption du projet de loi « chasteté et hijab ». Dans un développement surprenant des événements, ce groupe de femmes et d'hommes pro-régime et partisans du voile obligatoire a été violemment dispersé par la police iranienne, qui a justifié son action en précisant que ce groupe de militants menaçait l'ordre et la sécurité nationale ! Ces événements, parmi d'autres, peuvent être

compris comme les signaux d'une évolution possible de la République islamique dans son rapport aux questions religieuses, où les ayatollahs perdraient de leur influence au profit des militaires et des oligarques faisant passer les considérations sécuritaires et économiques avant tout autre chose.

En parallèle de la question des libertés individuelles, la situation économique occupe une place omniprésente dans le quotidien des Iraniens. L'économie iranienne, qui est qualifiée d'économie de rente et mafieuse par de nombreux économistes iraniens, est complètement paralysée par la corruption et l'incompétence des dirigeants, d'un côté, et par les sanctions internationales, de l'autre. Alors que l'Iran avait connu une hausse spectaculaire de son PIB en 2016 (13,4%) à la suite de l'accord nucléaire (JCPOA³), le pays a enchaîné deux années de récession catastrophique en 2018 (-6%) et 2019 (-6,8%) après la sortie des États-Unis du JCPOA. La pandémie de Covid-19 a eu également des effets néfastes sur l'économie iranienne. L'inflation de 40,7% en 2023 et de 31,7% en 2024 semble impossible à maîtriser. La devise iranienne est de son côté en chute libre (perdant plus de 90% de sa valeur face au dollar en dix ans) et le taux de chômage des jeunes reste extrêmement préoccupant. S'ajoute à cela le vieillissement des infrastructures du pays, notamment celles du secteur de l'énergie qui connaît aujourd'hui une baisse de production importante due à l'absence d'investissements nécessaires. L'Iran est l'un des pays les plus riches du monde en ressources naturelles, pourtant le gouvernement est poussé à fermer de plus en plus souvent les écoles ou même les administrations publiques en hiver et en été, en raison du manque d'électricité ou de gaz, sans parler des épisodes de pollution de l'air qui touchent la plupart des grandes villes. Depuis le début de l'année 2025, les tensions montent entre les agriculteurs et les industriels de différentes provinces, comme à Ispahan et à Yazd, où l'eau se fait de plus en plus rare. Une part importante de la crise de l'eau est liée au réchauffement climatique, mais il s'agit surtout de la gestion archaïque de cette problématique – représentant une menace existentielle pour l'Iran selon de nombreux experts – qui n'en est pas moins responsable.

Dans ce contexte de crise politique et économique, il est devenu quasiment impossible pour les Iraniens de se projeter. La population iranienne, l'une des plus éduquées et plus libérales (dans les mœurs) de la région, est réduite à regarder avec amertume les avancées des autres pays du monde, alors même que l'Iran avait toutes les cartes en main pour être un pays prospère. Ceux parmi les élites, comme les diplômés des universités les plus prestigieuses, qui peuvent partir à l'étranger le font. Mais même cette option devient de plus en plus difficile à réaliser tant le coût de la démarche a augmenté. N'attendant plus rien du régime, la population espère désormais un événement déclencheur qui précipiterait la chute de la République islamique. Aujourd'hui, tous les indices le montrent, une majorité écrasante de la population a l'intime conviction que le régime de la République islamique est la raison de toutes les crises qui touchent le pays. L'illusion de la réforme

qui existait durant les années 2000 jusqu'à l'élection du président Hassan Rohani en 2013 a également disparu car l'idéologie de l'islam politique, théorisée dans le cadre du *Velayat-e faqih* (gouvernance du théologien) par l'ayatollah Khomeini, est jugée irréformable par la population.

Comment alors, malgré toutes ces crises et l'impopularité spectaculaire de la République islamique, ce régime a-t-il pu tenir jusqu'à présent ? Depuis ses premiers jours, la République islamique a instauré un régime de terreur et de répression sanglante. Des milliers d'opposants ont été exécutés depuis 1979, beaucoup ont été emprisonnés et un grand nombre a dû fuir le pays. Les partis politiques et les syndicats n'existent pas au sens réel du mot, et l'appareil sécuritaire exerce un contrôle écrasant sur toute activité politique qui pourrait constituer un danger pour le régime. Ceci étant, les Iraniens ont réussi à déplacer et à mener le combat sur le terrain culturel. Une dictature religieuse repose sur des tabous et des lignes rouges. Depuis plusieurs années, et plus spécialement depuis le mouvement « Femme, vie, liberté », les Iraniennes et les Iraniens revendiquent de plus en plus ouvertement un style de vie libéral et séculaire qui est à l'exact opposé des valeurs promues par le régime. C'est sans doute ici que s'est jouée la vraie bataille pour l'avenir de l'Iran et il n'est en rien une exagération de dire que le peuple iranien est en voie de la gagner. Aujourd'hui, les Iraniens savent ce qu'ils veulent pour eux et pour les futures générations. Ils veulent des gouvernants compétents et non corrompus, ils veulent une économie stable et prospère, ils veulent des relations normalisées avec le reste du monde et, enfin, ils veulent vivre librement. Une vision de la vie intrinsèquement incompatible avec la nature de la République islamique.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les négociations Iran / États-Unis : une tentative surprenante mais compréhensible

Il y a cinq ans, même le plus pessimiste des partisans de la République islamique d'Iran n'aurait pas pu imaginer qu'en quelques années, le général le plus important des gardiens de la révolution soit éliminé par une frappe américaine à Bagdad, que le chef du Hamas soit tué lors d'une visite officielle à Téhéran, que le chef du Hezbollah périsse lors d'une frappe israélienne à Beyrouth et

que Bachar al-Assad fuie en Russie ! Si « l'axe de la résistance » était la plus grande source de fierté et de satisfaction du régime durant les années 2010, son anéantissement depuis les attaques terroristes du 7-Octobre constitue aujourd'hui l'une de ses plus grandes inquiétudes.

C'est dans ce contexte que Téhéran a accepté d'entamer des négociations avec les États-Unis par l'intermédiaire d'Oman. Si ces négociations peuvent paraître surprenantes à première vue, il s'agit finalement d'une action logique du point de vue de Téhéran et de Washington. Côté iranien, la situation politique et économique à l'intérieur et l'affaiblissement considérable des groupes pro-Iran à l'extérieur ne laissent presque plus aucune marge de manœuvre au régime. De plus, le rapprochement entre Washington et Moscou depuis l'élection de Donald Trump inquiète les dirigeants iraniens, qui ne croient pas au soutien russe en cas d'attaque américaine. Les attaques de missiles iraniennes contre Israël ont également démontré les limites de l'efficacité d'une telle attaque. En revanche, l'aisance avec laquelle l'armée et les services de renseignements israéliens sont capables de mener des frappes sur le sol iranien inquiète le régime iranien au plus haut niveau. Les États-Unis ont augmenté de manière considérable leur présence militaire dans la région, notamment en déployant des bombardiers B-2 ces dernières semaines sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien, qui pourraient être utilisés pour des frappes contre les installations nucléaires souterraines de l'Iran.

Mais une solution diplomatique serait également préférable pour Washington. Les États-Unis ne souhaitent en aucun cas entrer dans un nouveau conflit militaire au Moyen-Orient. De plus, une attaque contre les installations nucléaires iraniennes pousserait le régime à réagir, notamment en frappant des pétroliers qui passent par le golfe Persique. Cela causerait probablement un choc pétrolier alors que l'économie mondiale est déjà fragilisée en raison des tarifs douaniers américains. Les alliés régionaux des États-Unis, comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis, qui voient l'affaiblissement de l'axe iranien d'un très bon œil et ne sont pas non plus en faveur d'une attaque militaire contre l'Iran, n'ayant aucun intérêt à une déstabilisation importante de la région, qui serait porteuse de conséquences graves pour leur économie. Afin d'éviter un tel engrenage, le ministre de la Défense saoudienne, Khaled ben Salmane, le frère du prince héritier saoudien, s'est rendu le 17 avril dernier à Téhéran à l'invitation du chef d'état-major des forces armées iraniennes. La visite d'une délégation saoudienne de cette importance illustre à quel point les équilibres de pouvoir ont changé dans la région lors des cinq dernières années. C'est entre autres pour ces raisons que l'administration américaine préfère régler le problème nucléaire iranien par la voie diplomatique.

Cependant, les obstacles en vue d'un accord restent nombreux. La République islamique d'Iran ne reviendra très probablement pas sur certaines de ses lignes rouges, à savoir son « droit à

l'enrichissement » ou encore son programme de missile balistique. Un modèle à la libyenne (démantèlement complet des capacités d'enrichissement) n'est donc pas envisageable. En revanche, Téhéran serait prête à réduire le taux d'enrichissement à 3,67%, à accepter l'adoption du protocole additionnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à transférer son stock d'uranium enrichi à 20% et 60% à un pays tiers tel que la Russie. Un tel accord ressemblerait donc en partie à l'accord initial de 2015, que Donald Trump a lui-même quitté en 2018. Là est un point important car le président américain ne veut pas d'un accord qui pourrait être qualifié par ses détracteurs de « JCPOA+ ». Il existe des désaccords importants au sein même de l'administration américaine où il semble que deux courants existent concernant le dossier iranien. D'un côté, le président américain et son vice-président, ainsi que son proche conseiller et ami Steve Witkoff (envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient), se montrent assez ouverts à l'idée d'un accord et semblent vouloir éviter une opération militaire (conjointe avec Israël) contre l'Iran ; d'un autre côté, le secrétaire d'État Marco Rubio, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, ainsi que de nombreux membres du Parti républicain au Congrès ont une approche beaucoup plus sévère à l'égard du régime de Téhéran. C'est dans ce contexte que le 1^{er} mai dernier, Donald Trump a congédié Mike Waltz, son conseiller à la sécurité nationale, connu notamment pour ses positions bellicistes contre l'Iran.

Conscients de ces divisions et afin d'amener Washington à limiter les négociations à la question nucléaire, sans entrer dans le dossier régional ou dans celui des missiles balistiques, les négociateurs iraniens semblent vouloir jouer sur les arguments économiques, comme celui du potentiel du marché iranien pour les investisseurs et les entreprises américains. En cas de levée des sanctions secondaires et surtout primaires des États-Unis contre l'Iran, Téhéran pourrait être prête à faire des concessions importantes. Ceci constituerait une importante victoire pour Donald Trump, qui aurait obtenu un accord plus « solide » que celui de son prédécesseur, Barack Obama. À la veille du quatrième tour des pourparlers entre les deux pays à Oman, les derniers propos de Steve Witkoff invoquant le démantèlement des capacités d'enrichissement iraniennes comme une ligne rouge montrent cependant un durcissement de la position américaine. Les responsables iraniens insistent de leur côté sur le « droit indéniable » de l'Iran à l'enrichissement en se référant au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Malgré ces deux positions publiques qui peuvent manifester une impasse, Washington et Téhéran poursuivent les négociations pour le moment. N'ayant pas obtenu de résultats concrets sur les dossiers ukrainien et gazaoui, un échec des négociations sur le nucléaire iranien serait un revers pour le président américain qui se veut faiseur de paix. À la veille de la tournée de Donald Trump le 13 mai 2025 dans trois pays du golfe Persique (Arabie saoudite, Qatar et Émirats arabes unis), les deux parties sont conscientes des dangers qui résulterait d'un non-accord, et semblent privilégier une solution diplomatique. Mais un tel scénario reste pour l'instant lointain, tant les divergences demeurent profondes entre les deux

pays – et au sein même de leurs capitales respectives.

Les pays du E3 (la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne), étant toujours des États participant au JCPOA, possèdent de leur côté un outil important qui leur permet de peser sur les négociations, à savoir la procédure de *snapback* qui prévoit le retour des sanctions internationales contre l'Iran. Les pays européens doivent jouer un rôle actif dans les négociations afin de défendre leurs intérêts et de mettre en avant d'autres questions essentielles, comme celle du soutien militaire de l'Iran à la Russie ou encore celle des otages français en Iran.

La population iranienne, quant à elle, regarde ces négociations attentivement, compte tenu des conséquences indéniables d'un accord ou d'un non-accord sur l'économie du pays, mais pour autant sans l'enthousiasme et l'optimisme qui régnaient lors des négociations de 2015.

La République islamique d'Iran n'a jamais été aussi faible que depuis les premières années de la guerre Iran/Irak. À la différence de cette époque, la majorité écrasante de la population iranienne est aujourd'hui en faveur d'un changement de régime. Cette vulnérabilité, tant intérieure qu'extérieure, pousse le régime à revoir complètement sa politique étrangère. Le rapprochement avec certains pays de la région comme l'Arabie saoudite ou les négociations avec Washington témoignent d'une certaine forme de pragmatisme de la part des dirigeants iraniens, conscients de la situation extrêmement fragile dans laquelle le régime se trouve.

Confronté à des crises majeures de nature multiple et complexe, l'Iran est aujourd'hui dans une situation explosive. Si un accord avec les États-Unis sur la question nucléaire ferait gagner un peu plus de temps au régime et repousserait les risques d'une guerre, il ne pourra, *in fine*, régner éternellement sur toute une population par la peur et la terreur. Car malgré toute la cruauté et la violence de l'appareil de répression, il est indéniable que la peur change petit à petit de camp.

1. Qassem Soleimani, commandant de la Force Al-Qods du corps des gardiens de la révolution islamique et figure majeur du régime iranien, tué le 3 janvier 2020 par une frappe américaine à Bagdad.
2. Organe chargé de désigner et de superviser le Guide suprême de la République islamique d'Iran.
3. *Joint Comprehensive Plan of Action*, Accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé en 2015.